

La plus grande fuite de données du continent africain

Congo
HOLD-UP

ENQUÊTE

Congo Hold-up, la plus grande fuite de documents sensibles d'Afrique, révèle comment la banque privée BGFI a été utilisée pour détourner des fonds publics et des ressources naturelles de la RD Congo, principalement pour l'enri-

chissement de l'entourage de l'ancien président Joseph Kabila. Les données de Congo Hold-up comprennent plus de 3,5 millions de documents internes de la BGFI, et les détails de millions de transactions, partagés

avec Le Soir et 18 médias par la Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique et Mediapart. Une enquête de six mois coordonnée par le réseau d'investigation EIC. Le Soir et ses partenaires de l'enquête

Congo Hold-up publieront au cours des prochaines semaines des articles qui exposeront en détail les astuces utilisées par la BGFI et ses clients pour dissimuler la corruption endémique et le détournement de l'argent public.

Le clan Kabila a détourné au moins 1

« Le Soir » et ses partenaires publient l'enquête « Congo Hold-up ». La face cachée de la kleptocratie congolaise : corruption, détournements, clientélisme... Avec le concours de la banque BGFI, l'ex-régime de Joseph Kabila a détourné quelque 138 millions de dollars en six ans.

ENQUÊTE

LOUIS COLART
YANN PHILIPPIN (MEDIAPART)
AVEC EIC

Président de la République démocratique du Congo de 2001 à 2018, Joseph Kabila coule désormais des jours heureux dans sa ferme privée de Kingakati, à 50 kilomètres de la capitale Kinshasa. Tandis que plus de 70 % des Congolais survivent avec moins de 2 dollars (1,76 euro) par jour, Joseph Kabila et sa famille ont accumulé une fortune colossale au cours de ces années de pouvoir sans partage. Selon une enquête publiée par Bloomberg en 2018, le clan présidentiel possède 120 permis miniers et plus de 70 entreprises d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars.

Cet argent vient, en grande partie, de la corruption et du détournement massif de fonds publics. C'est ce que révèlent à partir d'aujourd'hui *Le Soir* et ses partenaires du projet Congo Hold-up grâce à la plus grande fuite de données jamais survenue en Afrique.

Mediapart et l'ONG Plateforme pour la protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF) ont obtenu plus de 3,5 millions de documents issus de la banque BGFI, qui ont été analysés pendant plus de six mois par *Le Soir* et 18 médias internationaux coordonnés par le réseau European Investigative Collaborations (EIC) ainsi que cinq ONG (Public Eye, The Sentry, Resource Matters, Congo Research Group et PPLAAF).

Les documents Congo Hold-up montrent que la famille Kabila et ses as-

sociés ont détourné, avec la complicité de la BGFI, au moins 138 millions de dollars (121,6 millions d'euros) des caisses de l'Etat entre 2013 et 2018. C'est l'équivalent de 250.000 ans de salaire moyen en RDC.

A cela s'ajoutent 33 millions de dollars (29,1 millions d'euros) déposés en liquide, et 72 millions de dollars (63,5 millions d'euros) d'origine inconnue qui ont transité par le compte de la BGFI à la Banque centrale du Congo.

Soit un total de 243 millions de dollars (215,1 millions d'euros) de fonds publics et suspects encaissés par l'entourage proche de Joseph Kabila sur des comptes à la BGFI.

Comment fait-on pour détourner autant d'argent ? Il suffit de contrôler un établissement bancaire. D'ordinaire, ce sont les voleurs qui attaquent les banques. En RDC, c'est une banque qui a aidé le clan Kabila à braquer l'Etat.

Cette banque, c'est la BGFI. La banque des présidents.

ABONNÉS



Sur www.lesoir.be, retrouvez ce dossier en grand format, notre podcast et une enquête sur le passé trouble de la BGFI : « De la machine à cash du clan Bongo au tiroir-caisse du clan Kabila »



Joseph Kabila, l'ancien président de la République démocratique du Congo, avait placé sa famille à des postes clés.

© PHOTOMONTAGE LE SOIR / MEDIAPART - BELGAIMAGE.

chapitre 1 Sud Oil, la caisse noire a

L.CO
Y.P. (MEDIAPART)
AVEC EIC

Joseph Kabila a régné d'une main de fer sur la République démocratique du Congo (RDC) pendant dix-huit ans. Propulsé à la présidence en 2001 suite à l'assassinat de son père Laurent-Désiré, le jeune homme alors âgé de 29 ans s'est vite mué en autocrate au fil de trois mandats marqués par la répression, l'exécution et la torture de centaines d'opposants. Et le trucage des élections. Il a fallu une intense pression de l'opposition et de la communauté internationale pour que Joseph Kabila accepte enfin de quitter le pouvoir suite aux élections de décembre 2018, deux ans après le terme de son mandat.

L'ancien président a laissé à son successeur, Felix Tshisekedi, un pays toujours ensanglanté par les conflits armés et qu'il a échoué à sortir de la misère. Malgré ses immenses ressources minières, la RD Congo, pays-continent de près de 100 millions d'habitants, est le 6^e pays le plus pauvre du monde et 175^e sur 189 au classement de l'indice de développement humain de l'ONU. La moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et 90 % n'a pas l'électricité.

Lorsque la banque gabonaise BGFI a ouvert une filiale en RDC en 2010, elle s'est tout naturellement alliée au président Kabila. Sa sœur Gloria Mteyu a reçu gratuitement 40 % du capital. En 2012, Francis Selemani, frère adoptif du président, est devenu directeur général de BGFI RDC.

Un an plus tard, Francis Selemani et

Gloria Mteyu ont racheté une société boîte aux lettres, installée dans un ancien garage de Kinshasa : Sud Oil. La sœur et surtout le frère de Joseph Kabila contrôlaient donc à la fois la banque et la société écran. C'est ainsi qu'ils ont pu se livrer à un véritable pillage des caisses de l'Etat.

Opérations acrobatiques, faux libellés, factures douteuses, transactions antidatées : la BGFI a fait preuve d'une incroyable ingéniosité financière pour aider le clan Kabila à s'enrichir, puis à couvrir les fraudes lorsque de premiers scandales ont éclaté à partir de 2016 dans *Le Soir*. Les documents Congo Hold-up, obtenus par Mediapart et PPLAAF et partagés avec *Le Soir*, montrent que Sud Oil et ses sociétés satellites ont encaissé à elles seules plus de 150 millions de dollars (132 millions d'euros), dont 28 millions de cash et 92 millions d'argent public sur leurs comptes à la BGFI.

Taxe Kabila

Pour y parvenir, il a fallu l'aide d'une autre banque, et pas n'importe laquelle : la Banque centrale du Congo (BCC). En avril 2013, quelques mois avant le début de l'opération Sud Oil, Joseph Kabila y a installé comme gouverneur l'économiste Deogratias Mutombo. Sous sa direction, la BCC va devenir la principale pourvoyeuse de fonds de la famille présidentielle.

Sud Oil a également servi de véhicule à la corruption du régime : elle a reçu plus de 10 millions de dollars de pots-de-ven d'entreprises étrangères, comme nous le révélerons lors des prochains

KROLL

